



Revue de presse



Dimanche 19 février 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Banques : un rôle clé dans le développement économique du pays depuis l'indépendance

Le secteur bancaire algérien a joué un rôle clé, depuis le recouvrement de la souveraineté nationale, dans le développement économique du pays, en s'appuyant sur un réseau d'agences en constante extension, des produits de plus en plus diversifiés et une modernisation des systèmes de paiement à l'ère de la digitalisation et du numérique.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Numérisation : le rôle de la fintech dans l'inclusion financière souligné

Le rôle de la technologie financière "fintech" dans le développement de l'inclusion financière en Algérie a été souligné, samedi à Alger, par plusieurs experts participant à la première édition du Sommet de la fintech et de l'e-commerce.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

ZLECAF... un bloc économique qui cherche à concrétiser l'intégrité continentale

Les dirigeants africains ambitionnent, à travers leur démarche d'accélération de la cadence de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), d'affranchir pas moins de 90 millions de personnes en Afrique des griefs de la pauvreté, en consolidant le commerce entre les pays du continent et en éliminant les barrières, dans une étape qui vise à augmenter le produit intérieur continental, à environ 450 milliards USD à l'horizon 2035.



[La loi de finances 2023 et finances locales : L'urgence d'une révolution budgétaire](#)

L'harmonisation des normes pour assurer un meilleur suivi des dotations considérables accordées par l'État aux collectivités suffit à justifier la nécessité d'adapter cette nouvelle culture budgétaire aux finances locales.



[Conseil du gouvernement/Raffinage pétrolier : La vitesse supérieure](#)

Tout concourt à cette stature continentale phare de l'Algérie, à commencer par l'aisance financière, la volonté politique et le capital expertise dont elle dispose en matière de raffinage. Depuis l'année 2020, l'Algérie n'importe plus le gasoil, ni l'essence de l'étranger.



[À quelques semaines du Ramadhan : Le plan du gouvernement](#)

Le président de la République a ordonné d'anticiper les choses afin que le mois sacré soit des plus sereins pour les citoyens. Des mesures sont en train d'être prises. Seront-elles suffisantes? Wait and see...



[Le Sahara Blend au-dessus des 85 dollars : Le baril de pétrole algérien résiste](#)

Malgré la hausse spectaculaire des stocks américains, il reste parmi les bruts les plus chers du panier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).



[Chiffre du jour : 85,14 dollars](#)

Les prix du pétrole ont légèrement reculé jeudi, digérant encore l'afflux massif de stocks de brut aux Etats-Unis malgré la révision à la hausse des projections de la consommation mondiale de brut par les principales agences de l'énergie. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril a perdu 0,28% à 85,14 dollars.

Doctrine administrative fiscale : Plaidoyer pour améliorer le cadre juridique

«La doctrine administrative, dite fiscale, constitue, assurément, un sujet singulier et captivant qui témoigne, avant tout, de la puissance administrative considérable qui existe en matière fiscale », affirment Bouziani Youcef Zaki et Yelles Chaouch Bachir, de l'université d'Oran.



Influence positive

L'intégration régionale du continent africain n'est-elle plus une simple vue de l'esprit ? Imaginée dans les années 60 du siècle dernier, la route transsaharienne «est entrée dans sa dernière phase de réalisation», a fait savoir la Banque africaine de développement (BAD). Est-ce une victoire pour l'Algérie ?

Certains présentent la concrétisation de ce projet comme un grand coup pour l'Algérie, qui a affiché ces derniers temps toute sa volonté de participer au développement en Afrique, et que la réalisation de ce projet de la transsaharienne, qu'on n'hésite pas à comparer au Plan Marshall, lancé après la Seconde Guerre mondiale pour reconstruire l'Europe, lui permettra justement de réaliser ses objectifs en Afrique de l'Ouest. Ce qui est vrai. Mais on omet de souligner que la transsaharienne est un projet de près de 10 000 km, qui est fait pour assurer une croissance inclusive au Maghreb et au Sahel. La dimension africaine de l'Algérie n'est qu'un juste retour des choses, et la transsaharienne est en fait un grand coup pour beaucoup de pays de la région. L'axe principal de cette route relie Alger à Lagos, auquel s'ajoutent des axes secondaires vers la Tunisie, le Mali, le Niger et le Tchad, prêtant ainsi au projet un objectif de desservir toute la sous-région du Maghreb et du Sahel.

Pourquoi alors certains n'y voient que le fait d'une Algérie qui va prendre pied en Afrique ? Voir les choses sous cet angle, c'est ne pas vouloir le bien ni pour l'Afrique ni pour l'Algérie. D'abord parce que cette façon obturée de juger la situation, au lieu d'exprimer la satisfaction pour tous les peuples de cette sous-région maghrébine et sahélienne, qui vont tirer grands profits de cette route transsaharienne, montre qu'on a peur de l'agrandissement de l'influence de l'Algérie sur le continent et à l'extérieur, puisque avec la concrétisation de cette route, elle sera une voie d'entrée en Afrique pour les Européens et autres Russes et Chinois.

La BAD, qui finance ce projet de la transsaharienne, n'a pas dit que sa réalisation va arranger l'Algérie, elle a souligné que « c'est l'un des principaux corridors transafricains défendus par la Commission de l'Union africaine, comme l'épine dorsale du développement du continent ». Tous les pays traversés par la transsaharienne ont un rôle à jouer dans ses corridors, et chaque pays à son importance pour, in fine, améliorer la vie de ses citoyens.

Ceux qui placent l'Algérie comme premier bénéficiaire de cette route, reliant l'Algérie au Nigéria, pensent certainement à un autre projet d'envergure, le gazoduc transsaharien reliant Alger à Lagos.

La réalisation de la route transsaharienne apporte une preuve matérielle quant à la faisabilité du projet du gazoduc Alger-Lagos. La concrétisation de la route transsaharienne, un grand coup pour l'Algérie ? Oui, si on juge le projet à l'ombre de son influence positive sur cet autre projet du gazoduc de même nom. Et, de même, cela n'exclura pas les gros gains que vont tirer les pays traversés par le gazoduc.



Commentaire : L'Algérie nouvelle ne déviera pas du chemin

Le sacrifice des chouhada pour que l'Algérie recouvre son indépendance et les Algériens vivent libres n'a pas été vain. Jalon après jalon, le pays s'est construit. Certes, cela n'a pas été facile, et les premières générations post-1962 peuvent en témoigner.



Intelligence économique : Ouverture de la 2e Conférence internationale

La 2e édition de la Conférence internationale sur l'intelligence économique se tiendra les 18 et 19 février à Alger, sous le slogan «Nouveaux défis internationaux et souveraineté économique, l'intelligence économique comme levier de la relance industrielle», a indiqué, jeudi dernier, un communiqué du ministère de l'Industrie.



E-paiement: le nombre d'utilisateurs de la carte Edahabia porté à 14,5 millions en 2023/2024

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi-Triki a affirmé, samedi à Alger, que le programme d'action du secteur vise à porter le nombre des utilisateurs de la carte du e-paiement "Edahabia" à 14,5 millions à l'horizon 2023/2024.



[Le FNI a signé pour une participation dans la compagnie aérienne Westaf](#)

Le Fonds national d'investissement algérien (FNI) a signé pour une participation dans la compagnie aérienne algérienne Westaf, tout comme un fonds sud-africain, selon son fondateur et directeur général Chakib M. Ziani Cherif, rapporte ce jeudi le Soir d'Algérie.



[Algérie : plus de 1,3 million de PME jusqu'à fin juin 2022](#)

L'Algérie comptait à fin juin 2022 plus de 1,3 million de Petites et moyennes entreprises (PME) à l'échelle nationale, en hausse de 4,45% comparativement à la même période de 2021, rapporte l'agence APS, citant un bulletin statistique du ministère de l'Industrie, distribué à l'occasion de la 2e Conférence internationale sur l'intelligence économique qui se tient les 18 et 19 février.



[Banques: Un rôle-clé dans le développement économique du pays depuis l'indépendance](#)

Le secteur bancaire algérien a joué un rôle-clé, depuis le recouvrement de la souveraineté nationale, dans le développement économique du pays, en s'appuyant sur un réseau d'agences en constante extension, des produits de plus en plus diversifiés et une modernisation des systèmes de paiement à l'ère de la digitalisation et du numérique.



[العملية تتم على مرحلتين.. و"الشروق" تنشر التفاصيل كاملة](#)

إعادة ترتيب الموظفين والمتقاعدين في الشبكة الاستدلالية الجديدة

حددت الحكومة كليات تطبيق تدابير إعادة ترتيب الموظفين والأعوان المتقاعدين، وكذا شاغلي المناصب العليا والوظائف العليا في الدولة، في الشبكة الاستدلالية الجديدة للمرتبات، وفقا للمراسيم التي صدرت في 16 جانفي الماضي، وتسري ابتداء من الأول جانفي 2023 والأول جانفي 2024.

أكد الشفافية ضمن مشروع قانون النقد والصراف.. مقرر لجنة المالية لـ"المساء"

رقمنة التعاملات البنكية لمحاربة المال الفاسد

* أربعة بنوك جاهزة لاعتماد المعاملات الرقمية

* لا تبييض للأموال مع الشمول المالي مستقبلا

أكد مقرر لجنة المالية والميزانية، بالمجلس الشعبي الوطني، طاهر بن علي، أن الجزائر لديها كل المؤهلات لاعتماد بنوك رقمية في إطار رؤية استشرافية لعصرنة قطاع المالية، موضحا أن أربعة بنوك جزائرية أبدت جاهزيتها لإطلاق خدمة رقمية، تكون أداة ناجعة لمحاربة الجرائم المالية لتبييض الأموال، مع تعزيز الشمول المالي.

ستينية الاستقلال.. البنوك والتنمية الاقتصادية للبلاد

اضطلع القطاع المصرفي في الجزائر بدور رئيسي منذ استرجاع السيادة الوطنية، في التنمية الاقتصادية للبلاد، معتمدا على شبكة من الوكالات في توسع مستمر ومنتجات تزداد تنوعا وأنظمة الدفع الحديثة لمواكبة عصر الرقمنة.

بموجب تدابير قانون المالية 2023

غرامات تصل إلى مليون دينار لكل متلاعب بدواء الجزائريين

* إجبارية التصريح بمخزون المواد الصيدلانية عبر الأرضية الرقمية للوزارة

كشف الدكتور إبراهيم حمادو، مستشار جبائي وأستاذ جامعي، السبت، أن قانون المالية 2023، تضمن تدابير عملية تلزم المستوردين وبائعي الأدوية بالجملة بتوفير الأدوية والتصريح بوضع مخزونهم، عبر الأرضية الرقمية لوزارة الصناعة الصيدلانية لتفادي كل نقص أو أزمة دوائية وخاصة بالنسبة للأمراض المزمنة لتفادي فرض عقوبات مالية تصل إلى 1 مليون دينار.

SERVICES FINANCIERS ET ASSURANCES

Un nouveau fonds d'investissement pour les start-up

UN NOUVEAU FONDS D'INVESTISSEMENT POUR DÉVELOPPER les start-up du secteur des assurances (insurtech) et les entreprises développant une technologie numérique innovante dans le service financier (fintech) sera lancé prochainement. Il s'agit de financer ces start-up par le truchement des sociétés d'assurance publiques, a annoncé, hier, le ministre de l'Economie de la connaissance et des Start-up, Yacine El Mahdi El Oualid, lors du 1^{er} sommet de la Fintech et de l'e-commerce Algeria Fintech & e-Commerce Summit.

Un rencontre à laquelle ont pris part également les ministres de la Numérisation et des Statistiques, Hocine Cherhabil, et celui chargé de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, en plus des acteurs intervenant dans le domaine financier et digital. El Mahdi El Oualid a précisé que ce nouveau canal viendra s'ajouter aux différents mécanismes de financements mis en place par les pouvoirs publics au profit des start-up mettant en avant l'objectif de diversification des moyens de financement. Il a souligné que le projet de loi sur la monnaie et le crédit favorise l'émergence et du développement de la fintech d'autant qu'elle introduit des paiements service providers (PSP) ainsi que les banques digitales. «Ce sont deux nouveaux acteurs qui s'ajoutent à l'écosystème des fintechs en Algérie», a-t-il noté, mettant l'accent sur l'introduction, pour la première fois dans le cadre de cette loi d'un comité national de paiement qui permettrait à la Banque centrale de s'adapter au paiement électronique. Hocine Cherhabil a indiqué, lui

aussi, que ladite loi ouvre des opportunités pour relever le défi de la transformation numérique.

UN MODÈLE ALGÉRIEN DE FINTECH S'IMPOSE

Il a appelé, dans ce sillage, à créer un modèle de fintech qui serait singulier et propre à l'Algérie. «Les Algériens devraient inventer leur propre modèle. Depuis la Covid-19 en janvier 2020, il y a une évolution en matière d'utilisation du numérique. Nous avons aujourd'hui un écosystème mieux préparé», a-t-il souligné. Pour que ce «moyen» existe, il faudrait former et préparer le cadre juridique et institutionnel, a-t-il ajouté, indiquant que des avancées sont enregistrées dans ce cadre, citant le projet de loi sur la monnaie et le crédit. Dans le même contexte, il a annoncé que son département envisage d'instaurer une loi sur la numérisation. La finalité, a-t-il dit, est de préserver l'intérêt des citoyens et des opérateurs économiques et surtout de consolider la confiance quant à la sécurité des transactions numériques. Evoquant le dinar numérique, le ministre a expliqué que son introduction effective implique des préparations au préalable



sur le plan institutionnel et réglementaire, outre sensibilisation du citoyen sur l'importance des transactions monétaires via le numérique. «A notre niveau, nous veillons à développer la citoyenneté numérique. La fintech et le e-commerce ne devront pas seulement être appliqués dans les villes mais dans l'ensemble des wilayas», a-t-il insisté.

■ Wassila Ould Hamouda

PRODUCTION DE BRUT DE L'OPEP

En diminution de 49 000 bpj en janvier

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) juge que l'assouplissement des mesures liées à la pandémie par la Chine et les perspectives moins alarmistes pour l'économie mondiale favoriseront la demande mondiale de pétrole en 2023. Partant, pour arriver à la stabilisation du marché mondial, l'Organisation a maintenu sa décision de priver l'offre de 2 millions de barils par jour.

En octobre dernier, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés dans l'Opep+ ont décidé de baisser fortement la production pétrolière totale de l'alliance de 2 millions de barils/jour en novembre puis décembre 2022. Le contexte à ce moment où la décision avait été prise était marqué par de fortes incertitudes quant à la demande mondiale et une forte baisse des prix sur les marchés. Depuis, les données ont considérablement évolué et, désormais, selon les perspectives de l'Opep, la consommation quotidienne de pétrole dans le monde devrait atteindre en moyenne 101,87 millions de barils par jour (bpj) en 2023, après avoir été de 90,98 millions de bpj en 2020, puis 97,01 millions en 2021 et 99,55 millions en 2022. L'estimation de la consommation pour cette année est supérieure de 100 000 bpj à celle de janvier. Ainsi, la demande mondiale de pétrole augmentera cette année de 2,32 millions de barils par jour, soit une hausse de 2,3% sur un an, a indiqué l'Opep

dans son rapport mensuel publié, il y a quelques jours. Dans le rapport en question, il est dit que «la clé de la croissance de la demande de pétrole en 2023 sera le revirement de la Chine sur ses restrictions de mobilité et l'effet que cela aura sur le pays, la région et le monde». En fait, en plus de «la clé» que constitue la Chine pour la demande, du côté de l'offre, il s'agira surtout pour l'Opep de compter encore sur la discipline de ses adhérents, pays membres de l'Opep et les dix pays alliés dans l'Opep+.

La production stabilisée en Algérie

Selon le dernier rapport mensuel de l'Organisation, la production de pétrole de l'Opep a diminué de 49 000 barils par jour en janvier 2023, les approvisionnements diminuant notamment en provenance d'Arabie saoudite, d'Irak et d'Iran. La production totale de pétrole des 13 pays membres de l'Opep a été de 28,876 millions de barils par jour au cours du premier mois de 2023, contre 28,926 mil-

lions barils par jour en décembre 2022. «La baisse des approvisionnements est conforme à l'accord de l'alliance Opep+ visant à réduire la production de pétrole de 2 millions de barils par jour, à partir de novembre 2022 jusqu'en décembre 2023», ont noté des surveillants indépendants de la production et des approvisionnements. Au titre des performances réalisées par les pays signataires de l'accord Opep+, il est relevé que la production de brut de l'Arabie saoudite a diminué de 156 000 barils par jour, portant le total à 10,319 millions de barils par jour au cours du mois de janvier dernier. L'Irak, l'autre grand producteur, a vu son approvisionnement chuter de 46 000 barils par jour en janvier, pour atteindre un total de 4,424 millions de barils par jour. Ce sont 6 pays producteurs qui ont vu leur production baisser en janvier. En plus de l'Arabie saoudite et de l'Irak, la production pétrolière iranienne a également connu une baisse (22 000 bpj) au cours du mois dernier, portant le total à 2,557 millions de barils par jour. Idem pour la production en Libye, au Gabon et en Guinée équatoriale où elle a baissé respectivement de 10 000 bpj pour les deux premiers et 3 000 bpj en Guinée équatoriale.

L'augmentation de la production de brut a été, quant à elle, enregistrée dans 6 autres pays membres de l'Opep. La production de pétrole brut du Nigeria a aug-

menté de 65 000 barils par jour au cours du mois dernier, pour atteindre 1,336 million de barils par jour, et la production de l'Angola a connu une augmentation de 47 000 barils par jour sur une base mensuelle, portant le total à 1,155 million de barils par jour. La production pétrolière du Koweït a, elle, enregistré un niveau de 2,693 millions de barils par jour, soit une augmentation de 45 000 barils par jour sur une base mensuelle. Les approvisionnements en pétrole du Venezuela et du Congo ont augmenté d'environ 20 000 et 19 000 barils par jour, respectivement. Aux Émirats arabes unis, le pompage de barils de pétrole a augmenté d'environ 2 000 par jour, pour atteindre le niveau de 3,045 millions de barils par jour. L'Algérie, pour sa part, a vu sa production se stabiliser à 1,015 million de barils en janvier, soit autant qu'en décembre 2022. Il est à rappeler qu'en novembre, la production algérienne de pétrole était de 1,025 million de barils/jour. En moyenne, la production de l'Algérie était de 1,030 million de barils/jour lors du 4^e trimestre de l'année dernière, 1,040 au 3^e trimestre et 1,015 au 2^e trimestre. La production moyenne globale sur l'année 2022 avait atteint 1,017 million de barils/jour, tandis qu'en 2021, elle était de 0,913 million barils/jour.

Azedine Maktour

SUBVENTION DE L'HUILE DE TABLE

Un coût de 108 milliards de dinars de janvier à novembre 2022

L'huile de table a été subventionnée par l'État à hauteur de 108 milliards de dinars de janvier à novembre de l'année dernière.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Un coût qui représente le double du montant enregistré en 2021, selon le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations. Kamel Rezig qui intervenait, avant-hier jeudi dans une plénière de l'Assemblée populaire nationale, consacrée à des questions orales, a estimé que ces chiffres faramineux démontrent «le champ d'intervention de l'État et l'écart pris en charge pour maintenir les prix à la portée des citoyens». Et d'étaler

les états de ces subventions durant les dernières années pour maintenir la stabilité des prix de l'huile de table, passant de 852 millions de dinars en 2019 à 3,205 milliards de dinars en 2020 puis les 57 milliards de dinars en 2021, avant d'atteindre 108 milliards de dinars durant les 11 premiers mois de l'année écoulée.

Une tendance haussière de cette intervention de l'État que le ministre du Commerce justifie par les répercussions de la pandémie du coronavirus qui a impacté, à

l'échelle mondiale, le mouvement des marchandises et les cours des produits alimentaires, dont l'huile brute de soja.

Il a rappelé, à ce sujet, que les prix de l'huile de table et du sucre blanc raffiné ont été plafonnés en 2011 en vue de prendre en charge l'écart de prix si la facture de production va au-delà du prix plafonné.

Et à Rezig de mettre en avant le travail mené par les agents de contrôle relevant du secteur du commerce qui, selon lui, étaient mobilisés pour assurer la stabilité des prix codifiés de nombre de produits alimentaires, et lutter

contre les pratiques malhonnêtes de certains commerçants qui osent imposer des prix non régulés sur des produits subventionnés, notamment le pain, le sucre, l'huile et le lait.

Des rondes de contrôle qui se sont soldées au premier semestre de l'année dernière par 643 929 interventions dont 216 367 interventions concernant le sucre et l'huile, ayant permis d'établir 12 809 infractions et 110 000 procès-verbaux (PV), outre la saisie de biens d'une valeur de 281 millions DA, et un montant total de non facturation de l'ordre de 9,6 milliards de dinars.

Et en prévision du mois de Ramadan prochain, le ministre du Commerce affirme que toutes les mesures ont été prises pour assurer l'approvisionnement régulier en produits de base, avec la coordination des ministères du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture et de l'Intérieur et tous les corps de sécurité. Il a fait part d'une enquête nationale pour déterminer les raisons de la hausse des prix de matériaux de construction, notamment le fer, non sans rappeler que les prix de cette matière demeurent soumis aux règles de l'offre et de la demande.

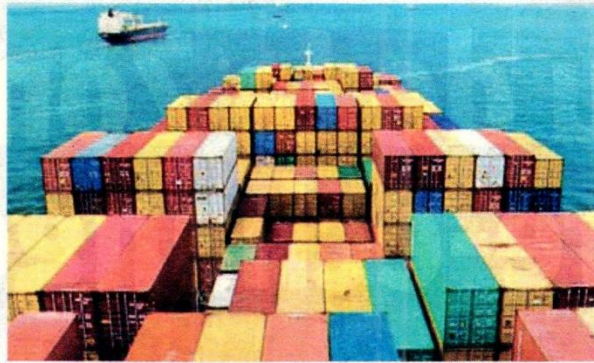
M. K.

LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE AFRICAINE (ZLECAF)

Un marché unique pour éradiquer la pauvreté

Au moins 35 présidents et quatre Premiers ministres participent au 36^e Sommet de l'UA, qui se tiendra au siège de l'organisation continentale à Addis-Abeba. Azali Assoumani, président des Comores, petit archipel de l'océan Indien d'environ 850 000 habitants, doit prendre la présidence tournante de l'UA, à la suite de Macky Sall, le chef de l'Etat sénégalais. Le projet de la ZLECAF a été signé en mars 2018 à Kigali (Rwanda) par 54 pays et ratifié par 44 pays. Initialement, la zone de libre-échange devait être effective dès le 1^{er} juillet 2020, mais la fermeture de la plupart des frontières à cause de la pandémie de coronavirus a repoussé le calendrier. Elle doit réunir 1,3 milliard de personnes et ainsi devenir le plus grand marché mondial avec un PIB combiné de 3400 milliards de dollars, selon l'ONU. Pour l'heure, le commerce intra-africain ne représente que 15% des échanges totaux du continent. La ZLECAF doit, selon ses promoteurs, favoriser le commerce au sein du continent et attirer des investisseurs. Selon la Banque mondiale, d'ici 2035, l'accord permettrait de créer 18 millions d'emplois supplémentaires et «pourrait contribuer à sortir jusqu'à 50 millions de personnes de l'extrême pauvreté».

L'Algérie l'a ratifié officiellement en 2021 et s'est, depuis, déclarée prête à investir les marchés de cette zone de libre-échange, par l'achèvement de la route transsaharienne, l'ouverture de postes-frontaliers terrestres, le lancement d'une ligne maritime avec la Mauritanie et de nouvelles lignes aériennes vers d'autres capitales africaines, le renforcement de la présence des marchandises algériennes en Afrique de l'Ouest et la création de



succursales de banques algériennes dans plusieurs pays de la région.

Selon la Banque mondiale, la ZLECAF représente une véritable occasion de stimuler la croissance, de réduire la pauvreté et d'élargir l'inclusion économique dans les pays concernés. Sa mise en œuvre permettrait de sortir 30 millions d'Africains de l'extrême pauvreté et d'augmenter les revenus de près de 68 millions d'autres personnes qui vivent avec moins de 5,50 dollars par jour. Il permettrait aussi d'augmenter les revenus de l'Afrique de 450 milliards de dollars d'ici à 2035 (soit une progression de 7%) tout en ajoutant 76 milliards de dollars aux revenus du reste du monde. Il permettrait également d'accroître de 560 milliards de dollars les exportations africaines, essentiellement dans le secteur manufacturier, de favoriser une progression salariale plus importante pour les femmes (+10,5%) que pour les hommes (+9,9%) et d'augmenter de 10,3% le salaire des travailleurs non qualifiés et de 9,8% celui des travailleurs qualifiés. La Banque mon-

diale ajoute que dans le cadre de la ZLECAF, l'extrême pauvreté diminuerait sur l'ensemble du continent, les améliorations les plus importantes se produisant dans les pays où les taux de pauvreté sont aujourd'hui très élevés. L'Afrique de l'Ouest connaîtrait la plus forte diminution du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, avec une baisse de 12 millions (plus d'un tiers du total pour l'ensemble de l'Afrique). La baisse serait de 9,3 millions en Afrique centrale, de 4,8 millions en Afrique de l'Est, de 3,9 millions en Afrique australe. Les pays dont les niveaux de pauvreté initiaux sont les plus élevés enregistreraient les plus fortes baisses. En Guinée Bissau, le taux de pauvreté passerait de 37,9 à 27,7%, au Mali, le taux passerait de 14,4% à 6,8% et au Togo, le taux passerait de 24,1% à 16,9%.

DES OBSTACLES À LEVER

Toujours selon la Banque mondiale, la création d'un marché à l'échelle du continent exigera une action volontariste pour réduire tous les coûts

commerciaux. Il faudrait pour cela adopter des lois et réglementations permettant aux marchandises, aux capitaux et aux informations de traverser librement les frontières, de créer un environnement commercial compétitif à même de stimuler la productivité et l'investissement, et de promouvoir la compétitivité vis-à-vis de l'extérieur ainsi que les investissements directs étrangers pour favoriser la productivité et l'innovation des entreprises nationales.

Reste que d'importantes obstacles freinent la bonne tenue de la ZLECAF. Il y a des pays qui sont un peu hésitants sur certains points, notamment sur le protocole de libre-circulation des personnes et des biens. Certains pays africains craignent que l'ouverture des frontières n'entraîne un afflux de personnes qu'ils ne peuvent pas contrôler. De plus, persiste la question des réductions des droits de douane, notamment pour les pays les moins développés. Par ailleurs, la guerre entre la Russie et l'Ukraine et les sanctions internationales ont ébranlé les économies africaines et plongé nombre d'entre elles dans de graves difficultés et le continent reste toujours le théâtre d'affrontements armés, notamment dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) ou dans le bassin du lac Tchad. La guerre au Tigré (nord de l'Ethiopie) – qui a fait plusieurs centaines de milliers de morts, selon l'UA – a pris fin en novembre dernier, avec la signature d'un accord de paix sous l'égide de l'Union africaine. Le Mali, le Burkina Faso et la Guinée, trois pays dirigés par des militaires issus de coups d'Etat, ont demandé le 10 février la levée de leur suspension de l'UA. **R. N.**

LE RÔLE DE LA FINTECH DANS L'INCLUSION FINANCIÈRE SOULIGNÉ

Le rôle de la technologie financière «fintech» dans le développement de l'inclusion financière en Algérie a été souligné, hier à Alger, par plusieurs experts participant à la première édition du Sommet de la fintech et de l'e-commerce. La fintech contribue de manière «incontestable» à la bancarisation des ressources qui se trouvent hors du circuit formel, à travers notamment l'intégration par les banques des différentes solutions numériques proposées par les startups du secteur, se sont accordés plusieurs spécialistes de la finance et du numérique, lors d'un panel organisé dans le cadre du sommet «Algeria fintech summit & e-commerce summit», qui se tient jusqu'à aujourd'hui au Centre international de conférences (CIC). Dans ce sens, le consultant dans le numérique, Idir Saci, a estimé que «les banques doivent intégrer les solutions numériques et collaborer davantage avec les startups, car l'inclusion financière doit passer par ces jeunes pousses». Selon lui, «la loi sur la monnaie et le crédit va ouvrir la voie plus largement aux startups, ce qui est du grand intérêt accordé par les autorités publiques au développement de la fintech comme facteur d'inclusion financière». De son côté, l'expert en finances, Rachid Sekkak, a souligné que «la lutte contre la désinclusion financière passe par le développement

du paiement électronique et le digital banking ainsi que les produits d'incitation à l'épargne». «Les startups et la fintech ont une contribution à apporter dans ce cadre», a-t-il affirmé.

Les solutions digitales devraient permettre aux banques d'attirer sensiblement les capitaux du secteur informel, a abondé l'enseignant à l'Ecole supérieure de banque (ESB), Mohamed Krim. «La fintech doit être intégrée par les banques. Il est donc nécessaire pour celles-ci d'investir dans ces technologies notamment à travers la participation au capital des startups», a-t-il soutenu. L'expert en finance islamique, Mostefa Zerouali, a affirmé, quant à lui, que la digitalisation de la finance va aider à lutter contre les anciens fléaux liés à l'économie parallèle.

«Il y a la volonté politique, la jeunesse innovante et de nouveaux outils pour rattraper le retard de la digitalisation bancaire devant contribuer à lutter contre l'exclusion financière», a fait observer M. Zerouali, plaidant en faveur d'une inclusion globale, notamment celle géographique en impliquant les citoyens à travers l'ensemble du territoire national. Les participants à ce panel ont mis en exergue, en outre, l'intérêt de mener des campagnes destinées à vulgariser auprès des citoyens les outils et pratiques de la fintech ainsi que les risques qui y sont liés.

IMPORTATION DE MÉDICAMENTS

Toutes les mesures prises pour résoudre le problème des perturbations

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, a indiqué, jeudi à Alger, que toutes les mesures nécessaires ont été prises pour résoudre le problème de certains médicaments importés qui connaissent des perturbations sur le marché à cause d'importateurs ayant failli à leurs engagements. «*Nous avons 6 classes thérapeutiques sous tension. Pour les 10 classes en rupture ou qui connaissent des perturbations, toutes les mesures nécessaires ont été prises. La situation devrait rentrer dans l'ordre dans environ une semaine*», a-t-il annoncé lors d'une conférence de presse animée en marge de sa visite à la 17^{ème} édition du Salon international de la pharmacie en Algérie «Siphal 2023», ouvert mercredi au Palais des expositions. M. Aoun a souligné qu'il s'agissait «*de produits qui ont été commandés par des importateurs ayant failli à leurs engagements*». A ce titre, le ministre a expliqué que son département œuvrait à sensibiliser au maximum les partenaires quant à l'obligation d'honorer leurs engagements, tout en avertissant que «*dorénavant, ce genre de manquement sera sévèrement sanctionné*», notamment en appliquant les dispositions contenues

W 34
dans la loi de finances 2023 qui prévoit des sanctions financières à l'encontre des opérateurs qui ne respectent pas leurs engagements, en matière de production ou d'importation de médicaments. «*Chaque partenaire ayant bénéficié de programmes d'importation devra prendre ses responsabilités et respecter les délais qui lui sont impartis*», a insisté M. Aoun, rappelant que «*tout retard dans la production, la distribution ou la commercialisation des médicaments impactera au final le malade algérien qui a droit au respect total*». Evoquant la production locale des médicaments, le ministre a fait savoir que le marché national «*ne peut être satisfait que par une production locale conforme aux normes et pratiques internationales*», citant en exemple la production locale d'insuline qui ambitionne de couvrir «*une grande partie des besoins du marché local en 2024*». Le ministre a également avancé qu'un laboratoire local comptait produire la matière première du Paracétamol et projetait aussi de produire les cristaux d'insuline.

تعلية تشرح تطبيق الشبكة الاستدلالية الجديدة

هذه الأجور الجديدة للموظفين

أفرت الوزارة الأولى وكل من المديرية العامة للوظيفة العمومية ووزارة المالية، عن تعلية وزارية مشتركة تحمل رقم 7، مؤرخة في 16 فيفري، تتعلق بتطبيق تدابير إعادة ترتيب الموظفين والأعوان المتعاقدين، وكذا شاغلي المناصب العليا والوظائف العليا في الدولة، في الشبكات الاستدلالية الجديدة للمرتبات، وهي عملية لا تستلزم مراجعة القوانين الأساسية الخاصة التي لازالت قيد الدراسة على مستوى مصالح بوشمال، "إذ يؤخذ بعين الاعتبار الرقم الاستدلالي الجديد، بدلا من الرقم الاستدلالي السابق، بالنسبة لكل صنف ودرجة، على أن تتم على مرحلتين، حيث تسري الأولى ابتداء من 1 جانفي 2023 والثانية في 1 جانفي 2024".

خيرة لعروسي



● جاء في المراسلة الموجهة إلى الأمناء العامين لدى الوزارات ورؤساء مفتشيات الوظيفة العمومية، والمرافقين الميزانياتيين، وولاية الجمهورية، وتحوز "الخبر" على نسخة منها، أن ترتيب الموظف في الشبكتين الاستدلالتين المنصوص عليهما حسب الحالة، يعاد في نفس الصنف والدرجة التي كان يحوزها عند تاريخ 1 جانفي 2023 بالنسبة للشبكة الأولى، و1 جانفي 2024 بالنسبة للشبكة الثانية.

كما يحل الرقم الاستدلالي الأدنى، المنصوص عليه بموجب المرسوم الصادر مؤخرا، محل الرقم الاستدلالي الأدنى الموافق للمرتبة المنصوص عليها في القوانين الأساسية الخاصة، طبقا لأحكام المادة 3 من ذات المرسوم، وتتم إعادة ترتيب الموظفين في الشبكتين الاستدلالتين الجديدتين للمرتبات من خلال إعداد قرارات أو مقررات جماعية بعنوان سنتي 2023 و2024، تضم كل الموظفين في قرار أو مقرر جماعي واحد، بعنوان كل سنة وكل مؤسسة وإدارة عمومية، حسب نموذج مرفق بالمراسلة، وتبلغ هاته القرارات والمقررات إلى المصالح المركزية أو المحلية، للمديرية العامة للوظيفة العمومية، حسب الحالة، بعد إخضاعها للتأشيرة النظامية للمراقب الميزانياتي وإمضاء السلطة التي لها صلاحية التعيين، طبقا للتنظيم المعمول به.

وفي هذا الإطار، أمرت الوظيفة العمومية، المؤسسات والإدارات المعنية بملء الجداول الملحقه بنماذج القرارات أو المقررات، لمجموع تعداداتها، حيث يخصص لكل رتبة جدول، مهما تكن الوضعية القانونية الأساسية للموظف، لاسيما انتداب أو إحالة على الاستيداع، أو على الخدمة الوطنية، أو العطلة

الملحقة بنماذج القرارات أو المقررات، بالنسبة لمجموع تعداداتها (..) يخصص لكل منصب عال جدول مهما تكن الوضعية القانونية الأساسية للموظف.. الانتداب لشغل منصب عال بعنوان سنة 2023 ونفس الإجراء بعنوان سنة 2024..

وحسب مراسلة الوظيفة العمومية، فإن تاريخ سريان قرارات أو مقررات إعادة ترتيب المناصب، عملا بأحكام المراسيم الرئاسية رقم 23-23-56 و 23-57-57 قرار أو مقرر واحد بعنوان سنتي 2023 و2024 لكل مؤسسة وإدارة عمومية، تبليغ إلى المصالح المركزية أو المحلية للمديرية العامة للوظيفة العمومية، حسب الحالة، بعد إخضاعها إلى تأشيرة المراقب الميزانياتي وإمضاء السلطة التي لها صلاحية التعيين، طبقا للتنظيم المعمول به.

خ. ل.

الاستدلالية السابقة بالنسبة لكل مستوى سلمي".

ويعاد ترتيب شاغلي المناصب العليا في نفس المستويات السلمية، التي كانوا يحوزونها حسب الحالة، عند تاريخ 1 جانفي 2023، وتاريخ 1 جانفي 2024، بداية سريان مفعول الجداول الجديدة، ويتم إعادة ترتيبهم في الجداول الجديدة للزيادة الاستدلالية، بإعداد قرارات أو مقررات جماعية للزيادة الاستدلالية تضم كل شاغلي المناصب العليا في قرار أو مقرر واحد بعنوان سنتي 2023 و2024 لكل مؤسسة وإدارة عمومية، تبليغ إلى المصالح المركزية أو المحلية للمديرية العامة للوظيفة العمومية، حسب الحالة، بعد إخضاعها إلى تأشيرة المراقب الميزانياتي وإمضاء السلطة التي لها صلاحية التعيين، طبقا للتنظيم المعمول به.

وعليه: يجب على المؤسسات والإدارات المعنية أن تملأ الجداول

المرضية طويلة المدى، بعنوان سنة 2023 ونفس الإجراء بعنوان سنة 2024.

وفيما يخص إعادة ترتيب شاغلي المناصب العليا في الجداول الجديدة للزيادة الاستدلالية، في المصالح المركزية وغير الممركزة واللامركزية في الدولة، فقد تم تجسيدهما في جدولين جديدين للزيادة الاستدلالية منصوص عليهما في المادتين 1 و3 بعنوان سنتي 2023 و2024، ونفس الشيء بالنسبة للمناصب العليا في المؤسسات العمومية، ذات الطابع الإداري والعلمي والثقافي والمهني، وذات الطابع العلمي والتكنولوجي، وكذا أي مؤسسة عمومية تخضع لأحكام القانون الأساسي العام للوظيفة العمومية، بعنوان سنتي 2023 و2024، وهي عملية "لا تستدعي مراجعة النصوص التنظيمية ذات الصلة، إذ يؤخذ بعين الاعتبار الزيادة الاستدلالية الجديدة بدلا من الزيادة

بأكثر من ضعف السعر المرجعي المعتمد في قانون المالية أكثر من 104 دولار متوسط برميل النفط الجزائري عام 2022

• صحاري بلنـد الجزائري بـ 83.76 دولارا في جانفي 2023

بلغ متوسط سعر النفط الجزائري خلال سنة 2022 حسب تقدير منظمة الدول المصدرة للنفط "أوبك"، 104.2 دولار للبرميل، متجاوزا بذلك بأكثر من 54 دولارا، السعر المرجعي المعتمد من قبل الحكومة في قانون المالية والمقدر بـ 50 دولارا للبرميل وبـ 44 دولارا سعر السوق المعتمد، بينما سجل سعر النفط الجزائري تراجعا خلال الشهر الأول من سنة 2023، لتسجيله معادل بـ 83.76 دولارا للبرميل.



حفيظ صوالي

أشار تقرير المنظمة، أن متوسط سعر النفط الجزائري، سجل 93.60 دولارا للبرميل في نوفمبر مقابل 83.03 دولارا للبرميل في ديسمبر 2022، وعرف البرميل تراجعا ما بين نوفمبر وديسمبر بـ 10.57 دولارا ونسبة نمو سلبية بـ 11.3% في المائة، وفي المحصلة بلغ متوسط سعر النفط الجزائري خلال عام 2022 ما قيمته 104.2 دولارا للبرميل.

بالمقابل، قدرت منظمة "أوبك" متوسط سعر النفط الجزائري في جانفي 2023 بنحو 83.76 دولارا للبرميل، مقابل 83.03 دولارا للبرميل في ديسمبر 2022 بتسجيل ارتفاع طفيف في حدود +0.73 دولارا ونسبة 0.9 في المائة. وارتفع المعدل السنوي لسنة 2022 إلى 104.24 دولارا للبرميل مقابل 70.89 دولارا في نفس الفترة من 2021، أي بفارق 33.35 دولارا ونسبة نمو بـ 31.99% في المائة، مع الإشارة أنه تم اعتماد سعر مرجعي للنفط برسم قانون المالية 2023 يقدر بـ 60 دولارا للبرميل وسعر سوق بـ 70 دولارا للبرميل. وبقي النفط الجزائري محتفظا على صدارة تصنيف أعلى نفوط سلة أوبك التي تضم 13 نوعا من النفوط خلال 2022. وجاء مؤشر نفط أنغولا "جبراسول" ثانيا من ضمن نفوط سلة أوبك والذي بلغ في 2022 نحو 103.66 دولارا، تلاه مؤشر النفط النيجيري الخفيف "بوني لايت" بـ 103.63 دولارا. بالمقابل، قدرت متوسط سلة أوبك بـ 100.08 دولارا للبرميل خلال سنة 2022 مقابل 69.89 دولارا للبرميل في نفس الفترة من 2021. أما في بداية 2023، فقد تصدر العربي الخفيف مؤشر النفط السعودي قائمة أعلى نفوط سلة "أوبك".

الربع الرابع من عام 2022 بالخفض، ليعكس أحدث البيانات، ولكن تم تعديل الطلب من خارج دول المنظمة في الربع الرابع من عام 2022 إلى الأعلى بسبب التحسينات في النشاط الاقتصادي في بعض البلدان والانتعاش الطفيف في النفط والطلب في الصين بعد رفع قيود سياسة صفر "كوفيد 19" وبالنسبة لعام 2023، تم تعديل نمو الطلب العالمي على النفط بالزيادة قليلا بمقدار 0.1 مليون برميل في اليوم، ليبلغ 2.3 مليون برميل في اليوم. ومن المتوقع أن ينمو الطلب في دول منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية بنحو 0.4 مليون برميل في اليوم، ولدى الدول غير الأعضاء بحوالي 2.0 مليون برميل في اليوم.

بـ 83.80 دولارا للبرميل. وجاء النفط الجزائري ثانيا، تلاه الكويت للتصدير ثالثا بـ 82.94 دولارا، وهدرت سلة أوبك مع مطلع سنة 2023 بنحو 81.62 دولارا للبرميل. من جانب آخر، تجاوز النفط الجزائري أعلى معدل مؤشر برنت بحر الشمال المرجعي الذي بلغ 101.10 دولارا للبرميل، ويملك النفط الجزائري فارقا قدر بـ 3.14 دولارا، بينما قدر متوسط خام غرب تكساس الوسيط الأمريكي بـ 94.55 دولارا للبرميل، وظل الفارق قائما ما بين صحاري بلنـد وبرنت في جانفي 2023، حيث بلغ برنت 82.86 دولارا للبرميل وظلت توقعات نمو الطلب العالمي على النفط لعام 2022 دون تغيير عند 2.5 مليون برميل في اليوم، وتم تعديل طلب منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية في

ح - ص

تطور متوسط سعر النفط الجزائري صحاري بلنـد من 2008 إلى 2023	السنوات	القيمة "دولار للبرميل"
98.96	2008	
62.35	2009	
80.35	2010	
112.92	2011	
111.49	2012	
109.38	2013	
99.68	2014	
52.79	2015	
44.28	2016	
54.12	2017	
71.44	2018	
64.49	2019	
42.12	2020	
70.89	2021	
104.24	2022	
83.76	جانفي 2023	

متوسط أسعار النفط لتفوط سلة أوبك وبرنت بحر الشمال سنة 2022 و 2023	البلد أو الهيئة	متوسط السعر "دولار للبرميل" (2022)	متوسط السعر "دولار للبرميل" (جانفي 2023)
سلة أوبك	أوبك	100.08	81.62
العربي الخفيف	العربية السعودية	101.64	83.80
بصرة الخفيف	العراق	97.33	77.82
بوني الخفيف	نيجيريا	103.63	82.36
جنتو	الكويت	93.65	75.41
السيدر	ليبيا	101.28	81.01
جبراسول	أنغولا	103.66	82.05
إيران الخفيف	إيران	99.92	81.56
كويت للتصدير	الكويت	101.19	82.94
ميري	هندوستان	76.96	61.74
موريات	الإمارات العربية	98.89	82.53
رابي الخفيف	حايون	100.64	82.40
صحاري بلنـد (مزيج الصحراء)	الجزائر	104.24	83.76
ذاهيرو	غينيا الاستوائية	102.88	81.29
برنت بحر الشمال	بريطانيا	101.10	82.86
غرب تكساس الوسيط	الولايات المتحدة	94.55	78.19



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger